

Mimosa, ou comment EDF remercie ses salariés !

Lors de son Conseil d'Administration du 29 juillet, EDF, en réponse à l'implication de ses personnels dans la crise, accroît les suppressions de postes et dégrade les conditions de travail.

Reprenons les paroles du PDG d'EDF JB Lévy lors de son mail du 4 juin :

«**Tout au long de cette crise, grâce à vous, avec vous, EDF a répondu présent** », «*Notre Groupe a les meilleurs atouts en main pour participer à la 'relance verte'* », «*En sortant de la crise sanitaire, nous allons capitaliser sur les nouvelles façons de travailler* », «*Il va nous falloir redoubler d'efforts pour être performants*»...

Des remerciements au goût amer !

Mimosa, tel n'est plus le nom du plan d'action d'EDF en réponse à la crise de la Covid. Le nom, jugé maladroit, a été retiré, mais pas le plan qui a des effets cash pour tous les personnels du groupe EDF !

Mimosa va accentuer la dégradation des conditions de travail des personnels qui se sont démenés tout au long de la crise sanitaire de la Covid pour assurer la continuité du Service Public de l'électricité y compris au plus fort de la crise.

Ce nouveau plan d'économie ne vise en rien à régler les problèmes structurels d'EDF : les affairistes vont pouvoir continuer d'empocher des bénéfices générés par le groupe EDF qui produit/transporte/distribue mais ne commercialise pas toute son électricité.

Des critères financiers à respecter à la lettre !

Baisse de 500 M€ des charges opérationnelles entre 2019 et 2022 (salaires...), nouvelles cessions (non cœur de métier) à hauteur de 3 Md€ (mais que reste-t-il vraiment encore à vendre après un plan de 10 Md€ de cessions avec à la clé des pertes colossales entre acquisitions et cessions ?), des investissements limités à 15 Md€ en moyenne sur les 3 années 2020 à 2022...

Tout ceci va bien entendu avoir des répercussions concrètes dans le quotidien de travail.

La performance au détriment de l'emploi !

Avant la Covid, EDF perdait déjà des emplois à un rythme de 0,5%/an en moyenne.

Ce sera désormais -1,5% par an. Face à l'opposition de la CGT, il a été répondu que **ce plan sévissait déjà depuis le retour post confinement, avec 500 embauches déjà gelées !**

Rien ne garantit qu'avec l'évolution de la crise sanitaire (Seconde vague? Crise économique et sociale entraînant une baisse des consommations d'énergies...), le plan ne s'aggrave encore.

Toujours les mêmes remèdes

Revues de performance sur tous les projets, **baisses généralisées** (achats, prestations fonctions supports et d'appui tertiaire...), réductions des frais de structures y compris sur l'immobilier... tout y passe : tout ce qui n'est pas considéré comme « indispensable », fera les frais de Mimosa.

Il faut s'attendre aussi à ce que le retour d'expérience du confinement soit fortement exploité à travers le projet TAMA (Travailler Autrement, Manager Autrement) : baisse des déplacements, formations à distance... mais aussi réorganisations touchant les strates managériales, automatisation et simplification des processus RH...

« Où est la reconnaissance du travail accompli ? »

« Baisse des effectifs de 1,5% par an de 2020 à 2022 ! »

Enfin, il est annoncé que les voyages se feront en seconde classe pour tout le monde, bien que ce soit une attaque du statut des IEG : cela limitera le travail effectué pendant les déplacements pour de faibles gains attendus...

Toutes ces mesures risquent encore une fois de se faire au détriment de la sécurité des personnels, de la sûreté et de la cyber sécurité malgré les effets d'annonce...

Des gages pour les agences de notation !

La fin de l'année nécessitera une mobilisation encore accrue des salariés (ex : limiter les retards sur les arrêts de tranches nucléaire à l'approche de l'hiver), alors que toutes les compétences sont déjà aujourd'hui proches de la « surchauffe ».

Rien n'y fait : le but de Mimosa est de donner des gages de **mesures d'économies sévères** aux agences de notation et de contenir les « sacro-saints » ratios financiers !

Crise sanitaire, économique... et sociale ?

Au 1^{er} semestre, l'effet de la Covid dans sa version sanitaire a touché EDF, mais bien moins que d'autres secteurs comme les transports, l'automobile, l'aéronautique, la culture... C'est surtout l'activité « Clients et services » qui en a fait les frais.

Mais cela risque de s'aggraver au 2nd semestre avec des décalages de la maintenance nucléaire qui vont pénaliser la production à l'automne et l'hiver prochain.

La crise économique et sociale qui va résulter de la crise sanitaire aura aussi des impacts sur les consommations d'électricité sur les années à venir.

Aucune aide d'Etat malgré une vingtaine de milliards d'euros de dividendes versés

Dans le même temps, la Direction d'EDF s'évertue à ne pas demander d'aide d'Etat à travers le plan de relance. Elle en attend des retombées indirectes par des mesures sur la performance et l'efficacité énergétique.

Ce serait pourtant le moment opportun pour relancer la 3^{ème} filière industrielle en renouvelant des moyens nucléaires pilotables.

D'autant que, dès fin 2020, les comptes d'EDF s'annoncent difficiles. Cela pose d'ailleurs la question d'aller investir à l'international, en ces temps de crise, sur des projets ENRs avec des partenaires « éthiquement douteux » juste après avoir adopté une raison d'être mettant en avant des valeurs RSE.

D'ingénierie technique, va-t-on basculer en ingénierie financière, en oubliant les valeurs de Service Public ? Et en négligeant **ce qui fait la force d'EDF, son image, c'est-à-dire l'engagement de ses salariés !**

Agir pour peser sur le monde de demain

Les problèmes d'EDF ne datent pas de la crise de la Covid. Ils sont structurels et proviennent de la libéralisation du marché de l'électricité. **Mimosa va accentuer les manques d'effectifs de toutes les Directions et rajouter des problèmes aux problèmes.**

Dans son Programme Progressiste de l'Énergie, la FNME-CGT fait de nombreuses propositions : arrêt du marché, baisses des taxes... Le monde de demain doit prendre en compte les exigences sociales, écologiques, climatiques et sanitaires et mettre au rebut la rentabilité financière de court terme.

« Un plan d'économie qui sévit déjà »

« Des gages de mesures financières sévères donnés aux agences de notation ! »

Le PPE (Programme Progressiste de l'Énergie) porte d'autres alternatives.

Débattons-en !

Et faisons bouger les lignes, en participant à la journée d'action du 17 septembre pour peser sur les choix présents et à venir !



ufictfnme.fr



facebook.com/UfictCgtFnme/

